

L'EUROPE DE L'EST DEPUIS 1989 : UN EXCEPTIONNEL PARCOURS D'OBSTACLES

Parvenir à se soustraire à l'influence de l'un des pays les plus puissants de la planète, comme le firent les populations d'Europe orientale en 1989, pouvait sembler constituer la somme maximale de leurs efforts. Une fois « désatellisés », ces Etats étaient en droit d'espérer amorcer une période paisible de leur histoire. La réalité se révéla très différente. Loin d'être un long fleuve tranquille, les vingt-trois dernières années furent plutôt pour les populations des Etats baltes et des ex-Etats communistes d'Europe orientale¹, en reprenant la célèbre formule churchillienne de mai 1940, des années « de sang, de peine, de larmes et de sueur ». Du « sang » versé, il y en eut mais, fort heureusement, que dans la seule ex-Yougoslavie ; il y coula néanmoins en abondance puisque l'on estime à quelque 220 000 le nombre des victimes des conflits qui ont ravagé l'ancienne Fédération de 1991 à 1999². Quant à la « peine », aux « larmes » et à la « sueur », elles furent le lot de toutes les populations est-orientales depuis la désatellisation. Hormis une brève période initiale d'euphorie et d'espoir durant laquelle elles imaginèrent trouver dans le système occidental le remède à tous les maux qu'elles avaient endurés durant la période communiste, elles furent soumises à une vraie course d'obstacles pour transformer de fond en comble leur économie et leur système politique. Période noire où furent exigés en vue de l'adhésion à l'Union européenne, des efforts colossaux et ravageurs, qui déchirèrent le tissu social et creusèrent les inégalités. Bref, en un peu plus de vingt ans, une terrible « mutation au forceps³ », n'épargnant aucun domaine de la vie des populations : la mémoire, l'économie, la politique...

SURMONTER LE PASSÉ

Ces pays, une fois libérés du joug soviétique, ne pouvaient rien entreprendre de fort, sans, au préalable, solder leur passé le plus récent. La tâche n'était pas aisée. Il fallait d'abord, pour les nouveaux pouvoirs en place, sauvegarder les archives (celles des Etats et celles du Parti communiste) afin d'identifier les victimes et les bourreaux. A elles seules, les archives de la *Securitate* roumaine occupaient 12 kilomètres linéaires et

¹ Pour une délimitation de l'Europe orientale, voir notamment Jean-François Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est, de la Seconde guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin, 2^{ème} édition, 2011, 304 p.

² Chiffre avancé par le démographe croate Vladimir Zerjavic ; d'autres estimations parviennent au chiffre de 3000 000 morts.

³ M. Minkenbergh, « A l'Est, l'obsession des frontières », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

contenaient deux millions de cartons. En Allemagne, celles de la *Stasi* renfermaient sur 180 km, les fiches de plusieurs millions de citoyens de l'ex-RDA et de l'ex-RFA. Pour exploiter cette masse énorme de documentation, il était nécessaire pour les nouveaux gouvernements de procéder à des opérations longues et coûteuses : aménager des lieux de stockage, créer des structures de recherche (« Bureau Gauk » en Allemagne, Institut de la Mémoire nationale en Pologne et en Slovaquie...), et fixer une législation de consultation (accès libre en République tchèque, accès limité aux victimes en Allemagne...). Selon les Etats et les types de majorité au pouvoir, la « bataille des archives » fut conduite à des rythmes et avec une efficacité variables : rapide en Allemagne, lente et partielle en Roumanie...

Contrairement à ce que l'on imaginait parfois, ces archives ne permirent pas toujours d'identifier avec précision victimes et bourreaux, de faire la part des responsabilités, et d'actionner le processus judiciaire. En outre, l'imbrication sociale et politique était telle dans les régimes communistes qu'il était souvent impossible de distinguer clairement les membres de la société officielle et ceux de la société civile. Avec habileté et machiavélisme, les responsables communistes s'étaient ingéniés à compromettre un maximum de citoyens, y compris, par exemple en Pologne, des membres du clergé ou du syndicat d'opposition *Solidarnosc*. Dans ces conditions, il n'était guère envisageable d'opérer une épuration radicale. Parmi les nouveaux gouvernements, certains comme celui de T.Mazowiecki annoncèrent qu'ils voulaient « tirer un gros trait sur le passé ». En République tchèque, Vaclav Havel soutint le même point de vue : « Vous rendez-vous compte, écrit-il rétrospectivement, de ce qui se serait passé si nous avions licencié ou fait démissionner tous les membres du parti communiste ? On aurait été obligés de dissoudre l'Académie des Sciences dans sa totalité, de faire partir pratiquement tous les enseignants des universités ; nous n'aurions plus disposé d'un seul haut officier de l'armée, d'un seul spécialiste en criminologie, d'un seul PDG, d'un seul diplomate et peut-être même pas d'un seul aiguilleur dans nos aéroports⁴ ! ». Mais tous les nouveaux dirigeants ne partagèrent pas cette analyse et l'on a pu voir ainsi, en 2005, après l'élection de Lech Kaczynski à la présidence de la République polonaise, le parti Droit et Justice se lancer dans une chasse aux sorcières des anciennes élites communistes.

Parmi ces dernières, seul Nicolae Ceaucescu, fut, dès le 25 décembre 1989, exécuté. Les deux procès intentés contre l'ancien président polonais Wojciech Jaruzelski, en 2001 et en 2008, ont été plusieurs fois suspendus. Son collègue bulgare Todor Jivkov, condamné à sept ans de prison en 1992, a été libéré en 1995 et acquitté en 1996. Ramiz Allia, successeur en Albanie d'Enver Hoxha, qui avait écopé de huit ans de prison en 1994, a été libéré l'année suivante...

Parallèlement à ces poursuites contre les responsables de l'ancien régime, ont été entreprises dans tous les Etats, des actions contre les symboles et les objets de propagande du communisme. Etoiles rouges, statues, monuments, drapeaux, noms de rues... toutes ces références ont disparu en quelques mois, voire en quelques semaines. Les manuels d'histoire ont été réécrits. En Pologne, par exemple, la période de l'entre-deux-guerres est devenue un modèle, alors que le stalinisme était mis sur le même plan que le nazisme, et que la période communiste se trouvait flétrie et condamnée en tous points. Des musées ont été édifiés pour rappeler les méfaits des régimes communistes et l'héroïsme de leurs opposants. Ainsi, à Vilnius, le Musée des Victimes du Génocide

⁴ Vaclav Havel, *A vrai dire. Livre de l'après-pouvoir*, L'Aube, 2007, pp. 93-94.

souligne la continuité de la répression contre la population lituanienne durant les périodes soviétiques et la période nazie, tandis que le Musée des Barricades évoque les actes de résistance anti-soviétiques de 1991. Pareille « muséification » (Régine Robin) a pu aboutir à une négation du passé communiste, y compris des aspects les moins critiquables du système comme le plein emploi, la politique de santé et des loisirs. C'est sans doute en Allemagne que cet effacement systématique et global du passé communiste est ressenti par les populations de l'Est du pays comme un déni injuste et un nouveau « trou de mémoire », le précédent concernant l'holocauste⁵.

L'élaboration et la structuration d'une mémoire anti-communiste ne doivent cependant pas faire illusion ; pas plus que les opérations d'épuration –en général modérées- contre les ex-responsables communistes. Si, en effet, du temps du régime communiste, nombreux étaient ceux qui devaient afficher leur adhésion au Parti, beaucoup moins l'étaient sincèrement et en profondeur. Ceci explique que l'ex-élite communiste se soit montrée fort souple après 1989 et qu'elle ait pu continuer à exercer des fonctions importantes. On la vit ainsi se reconvertir, sans états d'âme, dans la social-démocratie en acceptant, tout à la fois, l'économie libérale et l'alternance démocratique. Certains firent même le grand écart. Imre Pozsgay, parfois appelé « le Gorbatchev hongrois », communiste de longue date, membre du gouvernement depuis les années 1970, mais, dès 1987, partisan de profonds changements dont le multipartisme, se retrouve en 2011, non pas, comme beaucoup de ses anciens camarades du PC au sein du Parti socialiste, mais soutien du parti nationaliste centre droit (Fidesz) de Viktor Orbán.

SE CONVERTIR A LA DEMOCRATIE

Appréciant, en novembre 2009, l'évolution de l'Europe de l'Est depuis 1989, Jacques Rupnik considère la réussite de la transition démocratique dans ces pays comme l'un des progrès majeurs : « Une élection à Prague ou à Budapest, observe-t-il, est un enjeu de gouvernement et non de régime. Des Pays baltes à la Slovénie, la démocratie a trouvé son ancrage dans l'Union européenne⁶ ». C'est bien, en effet, un bond gigantesque que celui accompli par ces pays, passés en quelques années d'un système totalitaire à la démocratie. Et ce bond a incontestablement été rendu possible par la pression exercée par l'Union européenne sur ces pays, en l'imposant comme condition nécessaire pour la rejoindre.

Ce passage à la démocratie ne s'est pas produit sans à-coups et reste toujours fragile dans plusieurs pays, mais il a eu lieu. Les Etats occidentaux, oubliant les péripéties de leur propre histoire politique ont souvent manifesté scepticisme et impatience au cours de ces brèves années d'apprentissage du système démocratique à l'Est. Parmi les principaux facteurs d'inquiétude, on relève la multiplicité des nouvelles formations politiques. Ayant vécu, 45 ans durant, sous le régime du parti unique, les Etats désatellisés ont connu, en effet, à partir de 1989, une floraison de mouvements politiques : 35 dans la petite Lettonie, jusqu'à 370 (1997) en Pologne ! Souvent minuscules, ces formations ont participé à des coalitions mouvantes et éphémères ; la Lettonie en a connues 10 entre 1992 et 2002. Les privatisations, les relations avec les Eglises, l'intégration dans les structures européennes, l'épuration..., autant de questions qui divisaient l'opinion, et ont abouti à cet émiettement politique. Les médias ont pesé également d'un poids très lourd dans le jeu politique. La fin du monopole médiatique

⁵ B. Umbrecht, « Sur les traces estompées de l'Allemagne de l'Est », *Le Monde diplomatique*, novembre 2009.

⁶ Jacques Rupnik, « L'Europe de l'Est vingt ans après », *Le Monde*, 9 novembre 2009.

exercé par les PC a suscité une multiplication des journaux, radios et télévisions (700 journaux, 70 stations de radio et 40 chaînes de télévision en Slovaquie). S'appuyant sur certains de ces médias, des hommes politiques peu scrupuleux, comme Vladimir Meciar en Slovaquie, ont pu, pendant plusieurs années (1992-1998) obtenir la majorité des suffrages en prônant une politique démagogique et nationaliste, et en pratiquant la corruption. Véritable lèpre, cette dernière, héritée de la période communiste, et souvent pratiquée aujourd'hui par les anciens membres de la Nomenklatura et de la police politique, s'est durablement installée dans beaucoup de pays, notamment la Lettonie et la Roumanie, en dépit de sa dénonciation répétée de la part des partenaires ouest européens. En Roumanie, où les jugements pour corruption de haut niveau ont très récemment doublé, la condamnation d'un ancien Premier ministre, de deux ex-ministres de l'agriculture, de juges, de procureurs, de policiers, de douaniers... montre l'ampleur et la persistance du phénomène⁷.

Dans ces conditions, et notamment en raison de la mauvaise image de certains partis et de certains hommes politiques, il n'est pas étonnant d'observer une nette tendance à la baisse de la participation électorale en Europe de l'Est durant les vingt dernières années. Lors des élections législatives, entre les scrutins de 1990-1994 et ceux de 2005-2009, la baisse de la participation est de 22,35% alors que, dans les pays d'Europe occidentale, la baisse n'est que de 6%. Selon Antony Todorov, on assiste à la constitution d'une élite politique professionnelle et à un désengagement citoyen : « La conviction que la politique démocratique est soumise à la même autorégulation que le marché, aux mêmes valeurs de consommation, imprègne les sociétés postcommunistes beaucoup plus que les sociétés occidentales (...) Ainsi, le citoyen, un acteur politique important de la démocratie, se transforme en simple consommateur politique dont la marge de manœuvre se limite au choix entre les différentes offres politiques⁸ ».

Un autre élément de l'évolution politique des pays d'Europe orientale qui a beaucoup inquiété les Occidentaux est la montée de la Droite radicale. Celle-ci a, en effet, connu, durant les vingt dernières années, des résultats notables mais très fluctuants selon les périodes et les pays. C'est en Roumanie où cette droite radicale est la mieux implantée avec le parti « Noua Dreapta » (Nouvelle Droite) et le Parti de la Grande Roumanie dirigé par Corneliu Vadim Tudor, qui a fini en deuxième position, avec 28% des voix, au premier tour de l'élection présidentielle de novembre 2000. En Slovaquie, le Parti National Slovaque qui drainait, en 2006, 11,73% des voix, est tombé à 5,07% en 2010. Succès également éphémère du Parti de la Justice et de la vie hongroise (MIEP) jusqu'en 1998, et du Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) à compter des élections d'avril 2010 (17% des voix). De même, en Pologne, la Ligue des familles polonaises (LPR), ultra-catholique, après avoir collecté près de 8% des voix en 2001 et participé au gouvernement en 2005, a enregistré un très fort recul. En République tchèque, le parti républicain (SPR-RSC) a, lui aussi, cessé de décliner depuis la fin des années 1990. Outre par ses fortes fluctuations dans ses audiences –qui s'expliquent souvent par sa mauvaise structuration– cette droite radicale est-européenne se caractérise par sa référence avouée aux dictatures fascistes et autocratiques de l'entre-deux-guerres, et, surtout, par ses revendications territoriales qui nourrissent un ultra

⁷ Dany Bourdet, « La corruption en Roumanie », *Revue Regards sur l'Est*, novembre 2006 ; Pierre Verluise, « La corruption en Roumanie n'est plus un tabou », 7 juin 2006, <http://europeplusnet.info/article653html/>

⁸ Antony Todorov, « Y-a-t-il démocratie sans participation ? », *SociologieS* (En ligne), Dossiers, *L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale*, mis en ligne le 5 novembre 2009, consulté le 25 août 2012. URL : <http://sociologies.revues.org/3009>.

nationalisme réclamant les frontières de l'ancienne Tchécoslovaquie, la Grande Roumanie (incluant la Moldavie), la révision du traité de Trianon pour la Hongrie⁹...

Au total, les nouveaux régimes d'Europe de l'Est n'ont pas, durant la dernière vingtaine d'années, été à l'abri de dérives aussi inquiétantes que la corruption ou la montée d'une droite ultranationaliste, mais ils n'ont jamais sombré et ont toujours su, parfois *in extremis*, conserver le cap démocratique, y compris lorsque la crise économique les a fortement ébranlés. Notons que les Etats en position la plus critique dans l'Union européenne aujourd'hui ne sont pas des anciens pays communistes – même si la Roumanie, l'Albanie et la Bulgarie en sont très proches – mais de vieux Etats européens comme la Grèce, l'Irlande, l'Espagne ou l'Italie.

REMODELER TOTALEMENT L'ECONOMIE

Avec l'aval des nouveaux dirigeants, sur les conseils d'experts internationaux et sous la tutelle du FMI, la reconversion d'une économie collectiviste à une économie libérale fut conduite à un train d'enfer dans tous les ex-Etats communistes. Pour les populations, ces années dites de transition, comptèrent parmi les pires qu'elles aient connues. En Tchécoslovaquie, la réforme, commencée en 1991, provoqua aussitôt une hausse de 60% des prix de détail. Partout, les privatisations générèrent une forte montée du chômage ; les taux atteignirent 20 à 30% dans les Pays Baltes, 16 à 19% en Pologne jusqu'aux années 2000. Les revenus réels des populations chutèrent, les catégories les plus touchées étant les retraités, les chômeurs et les fonctionnaires. Ce fut le temps où en Pologne, des professeurs d'université arrondissaient leur maigre salaire en faisant chauffeurs de taxi ou serveurs en extra, et où huit millions de personnes vivaient au dessous du seuil de pauvreté. Des crises spécifiques à certains pays, comme la crise bancaire survenue en Estonie entre 1992 et 1995, accentuèrent encore les effets dévastateurs de la reconversion.

Ce fut à ce prix très élevé que s'opérèrent les mutations. En s'écroulant, l'ancienne économie fit de gros dégâts sociaux. La plupart des bassins miniers et des zones sidérurgiques connurent des réductions d'effectifs drastiques. Réduction également très marquée du nombre des actifs paysans dans les campagnes. De nouvelles structures se mirent en place (automobile, chimie, pétrole, agro-alimentaire...), souvent à l'initiative de groupes extérieurs. La part des investissements étrangers dans l'investissement industriel atteignit alors 25% en Hongrie, 30% en République tchèque, 36% en Pologne¹⁰. Pour les entreprises européennes, des pays comme la Roumanie constituèrent « un eldorado de la mondialisation où l'on travaille sans se plaindre pour moins de 100 euros par mois¹¹ ». L'Europe occidentale colonisa en quelque sorte l'Europe de l'Est, absorbant 75% de ses exportations et constituant son principal créancier. Mais, ce faisant, elle lui permit de s'intégrer dans l'Union européenne et d'ouvrir ses productions à l'ensemble du marché européen. Des accords en vue de l'intégration furent signés dès 1991 entre l'Union européenne, la Hongrie et la Pologne ; en 1993, avec la République tchèque et la Slovaquie ; en 1995, avec les Pays Baltes, et en 1996, avec la Slovénie. L'Union européenne dépensa 19 milliards d'euros de 1990 à 2003 pour la restructuration économique et politique des seuls pays de l'Est.

⁹ M. Minkenberg, « Dans les urnes », « A l'Est, l'obsession des frontières », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

¹⁰ François Bafoil, *Après le communisme. Faillite du système soviétique, invention d'un modèle économique et social en Europe de l'Est*, Paris, 2002.

¹¹ S. Luçon, « Les ouvriers roumains font reculer Renault », *Le Monde diplomatique*, juin 2008.

Or, tandis qu'après la décennie noire de 1990-2000, les économies des Pays d'Europe centrale et orientale commençaient péniblement à faire surface, est survenue la très grave crise mondiale des années 2007-2011. Zone encore très fragile, l'Europe de l'Est est tout particulièrement touchée, notamment par la crise financière, en raison, à la fois, de ses déséquilibres macro-économiques très marqués, des déficits publics excessifs et de la surévaluation des taux de change. Les pays les plus sérieusement ébranlés par la crise sont la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie qui étaient déjà sujets à des déséquilibres économiques très forts. D'autres Etats semblent mieux se tirer d'affaire comme les Pays Baltes (grâce à une politique d'austérité et d'assainissement), la Hongrie, la République tchèque et, surtout, la Pologne, qui résiste remarquablement à la crise avec une croissance du PIB de +3,5% en 2010 et de 4% en 2011.

VIRER RADICALEMENT A L'OUEST

Alors que la plupart étaient, de longue date, liés militairement entre eux par le Pacte de Varsovie (1955) et économiquement par le COMECON (1949) et qu'ils se trouvaient placés sous l'autorité totale de Moscou, les ex-Etats communistes décidèrent de virer radicalement à l'Ouest. Ce basculement décisif se produisit en quelques années. Dès mars 1999, soit dix ans à peine leur désatellisation, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque intégraient l'OTAN, suivis en mars 2004 par sept nouveaux pays (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie). Simultanément, ces mêmes pays s'engagèrent dans un long et difficile processus visant à adhérer à l'Union européenne, en adoptant tous les standards socio-économiques et politiques de l'Union européenne. Véritable marche forcée qui aboutit en 2004 à l'intégration de huit Etats issus de l'ancien Bloc de l'Est (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) et, en 2007, de la Bulgarie et de la Roumanie, en attendant la Croatie (2013). Au total, un virage stupéfiant, négocié en quelques années, qui modifia complètement la géopolitique de l'Europe.

Toutefois, cette réorientation radicale, accomplie avec l'assentiment de populations soucieuses de garantir leur indépendance par rapport à l'ancien « grand frère », ne se fit pas sans déconvenues, tant du côté des pays en voie d'intégration que du côté des pays membres. Ainsi, les relations franco-polonaises furent, à elles seules, plusieurs fois troublées par plusieurs affaires retentissantes : arrivée soi-disant massive de plombiers polonais en France au printemps 2005 ; achat par la Pologne d'avions F 16 plutôt que des Mirages 2000 français ; choix de l'option Bush par Varsovie durant la crise irakienne... Mais ces péripéties ne mirent jamais sérieusement en péril les nouvelles orientations des pays d'Europe de l'Est. Elles manifestèrent seulement leur volonté de ne pas être dominés économiquement et politiquement par leurs nouveaux alliés occidentaux. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter leur ouverture aux investissements chinois qui ont doublé au cours des dernières années, avec le cas spécial de la Hongrie où ils ont été multipliés par 1000 entre 2006 et 2010¹².

Conscients de la nécessité de s'affirmer face aux Etats fondateurs de l'Union européenne, et d'harmoniser leur politique par rapport à leurs voisins orientaux (Russie, Biélorussie, Ukraine), la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie et la Slovaquie ont constitué, dès février 1991, le « groupe de Visegrad ». Celui-ci après avoir facilité leur intégration à l'OTAN et à l'Union européenne, leur permet aujourd'hui d'affirmer leur spécificité dans le domaine de l'environnement et de l'énergie.

¹² *L'Expansion*, 24 avril 2012.

Sans donner à ce bref bilan le ton d'une « success-story », et en étant bien conscient de l'impact dévastateur de la crise économique actuelle, force est de constater, avec Jacques Rupnik que, depuis 1989, hormis dans l'ex-Yougoslavie, « les scénarios pessimistes ont été évités¹³ ». Compte tenu des obstacles initiaux à surmonter, un tel résultat n'est pas mince ; il confirme la capacité exceptionnelle de ces populations à rebondir, ainsi que leur volonté de jouer un rôle propre au sein de l'Union européenne, conforme à une indépendance récemment retrouvée.

(Article publié dans *Cahier d'histoire immédiate*, n°41, 2012, pp. 17-27.)

¹³ J. Rupnik, *op. cit.*